

Sahara Info

Hors série



ASSOCIATION DES AMIS DE LA RÉPUBLIQUE ARABE SAHRAOUIE DÉMOCRATIQUE

Mars 2025 - Numéro 199 - 25 € annuel - N° ISSN : 0150-262X

Retour des campements

Photographes et journalistes nous donnent à comprendre une république en exil



Distribution du Gaz, quartier Mijek, à Aousserd le 5 janvier. Les femmes rejoignent le point de distribution en faisant rouler de pied leurs bonbonnes vides.



Rachid installe un porte bagage sur le vélo qu'il vient d'offrir à son fils. Un moment père-fils après plusieurs mois d'absence afin de travailler en Espagne.



Réception à la Wilaya d'Aousserd le 10 février. Concert, et prises de paroles. L'amitié Mijek-Ivry se renforce d'une année à l'autre.



Dans le local animé de L'Union national des femmes d'Aousserd le 11 février. Les femmes se retrouvent autour d'ateliers couture, préparation du couscous, informatique et micro crédit pour lancer leurs projets.

DANS LES MÉDIAS

À la une de *L'HUMANITÉ* du 20 février 2025, Benjamin König cite l'ambassadeur sahraoui Brahim Moktar : « *La France combat notre droit à l'autodétermination* ». L'entretien complet est publié en pages 14 et 15. Vous pouvez également visionner la vidéo mise en ligne ce 21 février par les journalistes de l'Humanité Rosa Moussaoui et Benjamin König : « *Comment la France soutient la colonisation du Sahara occidental par le Maroc* » (Sur le site de L'Humanité ou sur YouTube).

Le 7 mars, il consacre la rubrique « Un jour avec » à sa rencontre avec « Zenuha Cheikh Ali, opération déminage du désert ». Une rencontre qui aura décidément marqué d'autres participants !

Dans la revue *POLITIS* (n° 1851 - 27 février 2025), et sur Politis.fr, Patrick Piro fait un tour d'horizon complet dans son dossier SAHARA OCCIDENTAL qui regroupe 8 articles : « *La France, alliée constante du Maroc* », « *Le recensement un enjeu crucial* », « *Jeunesse sahraouie : La patrie pour utopie* », « *Les femmes sahraouies en première ligne* », Malgré le « *mur de la honte* », « *Ils se retrouvent après 39 ans de séparation* », « *La solidarité citoyenne en soutien aux Sahraoui-es* », « *Zenuha Chejali, mère démineuse* », « *Lala Ebba Cheij : Je suis une divorcée 5 étoiles !* ».

Et le 1^{er} mars 2025, dans *L'EST RÉPUBLICAIN*, Lysiane Ganousse, sous le titre « *Une avocate française en mission au Sahara occidental* » évoque le témoignage de Brigitte Jeannot.

Réfugié-es sahraoui-es : vivre et espérer dans les campements

En guerre contre le Maroc pour la souveraineté sur le Sahara occidental, une grande partie du peuple sahraoui survit en exil, réfugié depuis 50 ans dans des campements installés en territoire algérien.

À 70 ans, il ne reste à Béchir Bouzid, pour tout patrimoine, qu'une simple tente, la *khâïma* traditionnelle des nomades bédouins du désert où il s'abrite avec sa femme et leurs cinq enfants, dans le campement d'Aousserd. Né au Sahara espagnol, il le fuit quand la guerre éclate, en 1975. Le Front Polisario a pris les armes pour revendiquer la souveraineté du peuple sahraoui sur ce territoire, alors que le colon espagnol l'a abandonné aux convoitises du Maroc et de la Mauritanie. Béchir Bouzid et sa famille, comme nombre de Sahraoui-es de sa génération, **se réfugient** derrière la proche frontière algérienne, près de la ville de Tindouf. Des tentes s'érigent en plein désert.

Un demi-siècle plus tard, l'exil improvisé s'est **durablement ancré** dans la roche et les sables ocre. Aujourd'hui, près de 180 000 Sahraoui-es vivent dans cinq campements – Smara, Al Aiun, Dakhla, Aousserd, et Boujdour. Une sixième localité, Shahid El-Hafed (Rabouni), rassemble les principales administrations sahraouies: Alger, soutien constant des luttes d'indépendance en Afrique, a octroyé la gestion des campements à la République arabe sahraouie démocratique (RASD), État en exil créé le 27 février 1976 par le Front Polisario.

En 1991, ce dernier signe un cessez-le-feu avec le Maroc (la Mauritanie avait lâché prise en 1979), figeant la situation sur le terrain contre l'engagement qu'un référendum d'autodétermination décidera de l'avenir du Sahara occidental. Ils sont des milliers, comme la famille Bouzid, à regagner les «territoires libérés», fraction désertique tenue par l'armée sahraouie, à l'est.

La majeure partie du territoire (80%), où se trouvent les **principales ressources** (phosphate, pêche), reste occupée par les forces marocaines, retranchées derrière un immense mur de sable truffé de dispositifs de défense, dont près de 10 millions de mines antichar et antipersonnel. La balafre, longue de 2 700 kilomètres, isole depuis quatre décennies les familles restées en territoire occupé de celles qui vivent en Algérie dans les campements.

Mais la guerre reprend en 2020, à la suite de la **violation** par Rabat des engagements du cessez-le-feu à Guerguerat, dans l'extrême sud du Sahara occidental. Les drones marocains harcèlent les territoires libérés. Un bombardement rase la maison des Bouzid, détruit leur véhicule et décime leur cheptel de dromadaires, de chèvres et de moutons. C'est à nouveau l'exode vers Tindouf et les campements. « *C'est très dur, il faut tout recommencer, témoigne le patriarche. Et nous n'avons pas la moindre ressource pour construire un abri en dur.* »

Cette nouvelle guerre est dominée par le recours massif **aux drones** par l'armée marocaine, y compris contre les civils des territoires libérés. « *Ils ont tué plus de 300 personnes jusqu'à 100 kilomètres du mur marocain, et leurs mines ont blessé ou tué quelque 6 000 personnes* », déplore Ghazi Nah, directeur du



Vue du campement d'Aousserd.

Sahrawi Mine Action Coordination Office (Smaco), en charge de la formation de personnels au déminage. Il y a deux ans, un drone a tué le fils de Khalifa Abderrahmane, alors qu'il accompagnait un berger dans les territoires libérés.

Taufa Salek a été informée, un jour de 2022, que la voiture de son frère y avait été retrouvée calcinée. Son corps n'a pas pu être rapatrié dans les campements. Il était la seule source de revenus de la famille, qui vit dans le campement de Smara. « *Les Marocains prétendent qu'ils bombardent des terroristes, mais en vérité ils tirent sur tout ce qui bouge dans les territoires libérés, humains, animaux, maisons !* », s'élève Taufa Salek.

Les dents brunies par l'eau

L'exil et la guerre ont imprimé **leur marque** au sein de toutes les familles sahraouies. « *Pas une qui ne compte un mort au front* », assure Paco Scidha, treize années de combat, et qui fait visiter le Musée de la résistance dans son treillis. *Tous les hommes que vous voyez, dans les campements, ont été un jour combattants.* » Enrôlé dans plusieurs opérations militaires avant 1991, Ahmed Lejlifa Lehbib, 55 ans et plusieurs petits-enfants, sait qu'il peut être rappelé à tout moment. « *Comme tout homme ici. Il n'y a pas d'exception.* » Il a perdu deux frères à la guerre.

Le dernier d'entre eux, Mohamed Mouloud, a miraculeusement survécu en 1989, la jambe broyée par une mine, puis a été à nouveau blessé, à deux reprises. Pas abattu. « *Tant qu'on n'aura pas libéré notre pays, il faudra continuer à se battre !* » Alors que Rabat manœuvre depuis près de trois décennies pour **empêcher** la tenue du référendum, dont l'issue prévisible est la victoire du camp pro-indépendance, la reprise de la guerre ne rencontre guère de contestation, dans les campements.

Sur le même sujet : Sahara occidental : « Le statu quo est définitivement dépassé »

À quelque 70 kilomètres du front et abritée en Algérie, la vie ressemble à celle de millions de réfugié-es dans le monde: extrêmement précaire et suspendue à **l'espoir ténu** d'une résolution favorable du conflit. La région de Tindouf est réputée l'une des plus inhospitalières du désert saharien. Les six mois de la saison estivale sont un assommoir, sous des températures supérieures à 50 °C quand elles dépassaient rarement 30 °C sur la côte atlantique sahraouie.

Dans les campements ne se dressent qu'une poignée d'arbres héroïques. Les conditions de vie sont **très rudes**, en dépit d'améliorations spectaculaires depuis une demi-douzaine d'années – construction de maisons en dur, électrification et bitumage de routes par l'Algérie, dont l'aide à la RASD n'a jamais faibli.

Plus de 80% de la population est **intégralement dépendante** de l'aide alimentaire internationale, via le Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU, l'Algérie, diverses autres agences onusiennes ainsi que des ONG. Naïma, 25 ans, connaît par cœur le contenu de la ration livrée chaque mois par camion: par personne, 8 kg de riz, 2 kg de pois chiches, 1 l d'huile, 0,5 kg de sucre, etc. «*Mais tout est trop juste* », murmure-t-elle. Le volume d'aide, initialement calibré pour 90 000 personnes par l'ONU, n'a jamais couvert les besoins de base de la population.

Selon une étude réalisée en 2024 par l'organisation, près des trois quarts de la population des campements vit en situation d'**insécurité alimentaire**, plus de la moitié des femmes sont anémiées et un tiers des enfants souffrent de malnutrition chronique. «*Des paniers insuffisants en quantité et en variété, des revenus trop faibles pour compléter les rations, et l'absence de régime spécial pour les enfants de moins de deux ans*», analyse Yahia Buhubeini, directeur du bureau local du Croissant-Rouge, qui gère les distributions alimentaires. Et les craintes sont ravivées depuis un an: le PAM a réduit de 30 % ses livraisons, en raison d'une baisse des financements apportés par les pays donateurs.

La grande rareté concerne également l'eau. Les quelques forages ne couvrent que très **partiellement** les besoins, et c'est souvent par camions-citernes que les réservoirs familiaux sont approvisionnés, selon des créneaux horaires définis par groupe de maisons. «*En été, il y a régulièrement des tensions, car l'eau manque*», témoigne Lekal Labeidi. Il montre ses dents brunies. «*Je ne fume pas, c'est le manque de phosphore de cette eau, qui n'est pas traitée.*»

Une production alimentaire cachée

Depuis 2020 et la reprise des combats, la pression s'est même accrue avec l'afflux de réfugié-es fuyant les attaques de drones. Le seul campement d'Aousserd, qui compte 35 000 habitant-es, a dénombré plus de 4000 nouvelles arrivées, indique sa gouverneure, Khira Boulahi. «*Les gens ont installé leurs khaimas aux alentours, mais il a bien fallu les intégrer, ne serait-ce que pour assurer la scolarisation des enfants, obligatoire.*»

Farine, céréales, légumineuses, huile, sucre, etc., livraison mensuelle de l'aide alimentaire dans le quartier Mijek du campement d'Assouerd.



École Martyr Walda Moh Ali, sortie des plus jeunes élèves.

L'éducation est une priorité du Front Polisario.



Car la société sahraouie, paradoxalement, tient remarquablement le coup, en dépit du climat, des tensions sur l'alimentation et l'eau, de la grande rareté des emplois et donc des revenus, d'une **résilience** usante... L'administration mise en place par le Front Polisario a placé l'éducation au sommet des priorités, au point que le taux d'analphabétisme est inférieur à 4 %, selon l'Unesco. Un système de prise en charge sanitaire et sociale, appuyé sur un nombre inattendu de structures, fonctionne tant bien que mal en dépit d'un manque chronique de moyens.

Trois centres d'éducation spécialisés sont dédiés aux **enfants handicapés**. Une école forme une vingtaine d'infirmières et de sages-femmes chaque année, des médecins étudient à Cuba et en Algérie. «*J'ai dû conduire mon père aux urgences à quatre heures du matin, raconte Salek Allbuya. Je ne m'attendais pas à un tel dévouement du personnel, parce que je sais qu'ils ne gagnent presque rien.*»

Solidarité avec les plus démunis, participation communautaire, cohésion sociale: Yahia Buhubeini, au Croissant-Rouge, met l'emphase sur un **modèle social** qui compense en partie le manque de moyens financiers. «*Tous nos services sont gérés par des Sahraoui-es, et à des coûts bien moindres que la moyenne dans des situations similaires. Nos campements de réfugié-es sont les seuls au monde à ne pas connaître de problèmes de ressources humaines. Quant à la préoccupation constante de l'ONU de promouvoir la participation féminine, elle est ici sans objet. Par exemple, les responsables des distributions alimentaires, ramifiées par groupes de cinquante personnes dans les quartiers, sont toutes des femmes. Leur leadership est reconnu sur la scène internationale. Quand les hommes étaient au front, entre 1975 et 1991, ce sont elles qui ont assuré toute la gestion des campements.*»

Et elles continuent aujourd'hui, jusqu'à d'**improbables audaces**. Galia Said fait visiter une extravagante unité de production alimentaire, dissimulée dans une bâtisse anonyme d'Aousserd. Depuis 2019, des bassins de pisciculture et des serres horticoles y défient l'aridité, la fournaise et les vents de sable. «*Nous avons produit jusqu'à 11 200 salades en 2021, et nous pourrions théoriquement couvrir la demande du campement, commente tranquillement la jeune femme, qui gère l'installation avec son frère. Les poissons, c'est plus difficile. Nous en donnons à quelques familles à faible revenu. Mais il faut aussi leur apprendre à les cuisiner.*» La côte Atlantique n'est encore qu'une promesse inaccessible, dans les campements.

Lire aussi, sur le site politix.fr, le dossier complet :

- Sahara occidental : le recensement, enjeu crucial
- Sahara occidental : la France, alliée constante du Maroc
- Les femmes sahraouies en première ligne
- Zuenuha Chejali, mère démineuse
- Lala Ebba Chejj : « Je suis une divorcée 5 étoiles ! »
- Jeunesse sahraouie, la patrie pour utopie
- La solidarité citoyenne en soutien aux Sahraoui-es

Article et photos de Patrick Piro

Article paru dans Politix N° 1851 27 février 2025

Un voyage extraordinaire

Du 9 au 15 février je suis partie avec l'association des amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique dans les camps de réfugiés Sahraouis dans le Sud algérien. François Sauterey, président du Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples m'avait dit « c'est un voyage extraordinaire » et c'est vrai, c'était un voyage extraordinaire !

Extraordinaire non par les monuments, il n'y en a pas, ni par la qualité de la terre, elle est tout à fait inappropriée à la culture, ni la qualité de l'eau, où nous étions une eau saumâtre est extraite à 18 km, ni par la richesse des habitants, la terre où ils habitent appartient à l'État algérien et 70 % de la population est éligible à l'aide humanitaire mais par la qualité des relations humaines et sociales.

Ils ont réussi à inscrire les valeurs d'hospitalité et d'entraide qui sont propres à la culture des habitants nomades du désert dans les valeurs de la société et de l'État Sahraoui qu'ils construisent alors qu'ils ne disposent d'aucune ressource sauf les aides internationales ou des projets portés par les ONG.

Depuis le 7 octobre 2023, le monde entier est témoin d'un génocide à Gaza en direct, sans qu'aucune manifestation n'ait pu en empêcher le déroulement. Ce génocide, paroxysme du racisme me faisait douter de l'humanité et il a fallu ce voyage pour me réassurer sur l'avenir du monde.

Ce voyage a été organisé avec le Front Polisario car on ne parle plus des Sahraouis. Les Sahraouis disent « entre le mot et l'oreille il y a quatre doigts » et quand tu vois ce que l'on te dit, tu peux croire à la vérité du discours. Leur pragmatisme et leur intelligence sont utilisés pour nous convaincre de leur juste combat pour l'indépendance, pour en finir avec la colonisation marocaine et ceci conformément aux résolutions de l'ONU.

Le Sahara occidental fait partie des 17 colonies recensées par l'ONU. Le 16 octobre 2025, il y aura 50 ans que la CIJ a rendu un arrêt proclamant leur autodétermination.

Le Maroc depuis a tout fait pour que le référendum d'autodétermination n'ait pas lieu. Le Maroc a profité du cessez-le-feu pour renforcer son occupation et diviser les familles sahraouies, entre 1980 et 1987, le Maroc a construit 2 700 km de mur qui sépare les Sahraouis. Le Maroc n'a jamais respecté le cessez-le-feu et depuis 2021 utilise des drones pour bombarder les territoires libérés.

Dans ce contexte comment se construit la société sahraouie ?

600 000 personnes environ dont une grande partie dans les territoires occupés par le Maroc qui subissent quotidiennement des atteintes aux droits de l'homme (déten-tion arbitraire, interdiction de manifester, tortures, interdiction de scolarisation à l'université, surveillance...).

176 000 habitants dans les camps de réfugiés en Algérie dont 4 000 déplacés des territoires libérés bombardés.

Après la révolution de 1973, les castes et l'esclavage ont été abolis chez les Sahraouis. Le Front Polisario crée le 27 février 1976 la République démocratique sahraouie qui sera en guerre durant 3 ans avec la Mauritanie, 15 ans avec le Maroc. Les accords de paix sont signés en 1991.

Toutes les familles comptent des disparus, beaucoup n'ont pas connu leurs oncles, leur père. Elles sont toutes attachées à l'indépendance pour ne pas trahir cet idéal mais aussi la famille et la mémoire des morts tués à la guerre.

L'Etat Sahraoui s'est donc construit dans les camps de réfugiés. Le premier programme du HCR s'est appuyé sur trois principes : le développement de la solidarité des familles, personne n'est laissé à la rue, la participation communautaire, le bon voisinage et la cohésion sociale.

L'entraide est automatique, les Sahraouis n'ont jamais été commandés par un roi et la place des femmes y est exemplaire dans le monde arabe, tout est géré par les femmes comme dans le campement où les maris étaient souvent absents.

La conciliation est utilisée pour gérer les conflits. En 50 ans il n'y a eu que 7 meurtres.

Les aides internationales ne permettent pas de couvrir l'ensemble des besoins (actuellement l'Algérie est le premier donateur et fournit 33% de l'aide alimentaire, l'électricité, les communications, des consultations médicales)

L'engagement des Sahraouis dépasse celui des femmes puisque des professionnels : médecins, sages-femmes, professeurs acceptent de travailler pour 80 à 120 € par an dans les hôpitaux, dispensaires, écoles et collèges sachant que 2 kg de viande coûtent 10 €.

Cet engagement permet d'offrir gratuitement à la population, des centres de santé, des écoles et un collège dans chaque quartier et un hôpital régional.

L'accent a été mis sur la santé et la scolarisation des enfants et la poursuite de leurs études via des bourses en Algérie. Tous les enfants sont scolarisés.

Les enfants sont particulièrement choyés et bien élevés. Ils forment des bandes joyeuses qui entrent et sortent des maisons contiguës de la famille élargie.

Nous avons rencontré des personnalités très attachantes comme Castro, médecin qui a créé le premier centre de ré-éducation pour des enfants atteints de troubles cognitifs dans un camp de réfugiés. Son objectif : leur autonomie, leur éducation et leur insertion. Il écrit comme un poète des phrases sur les murs comme « ne va pas chercher ton bonheur dans la poche de ton voisin », « la constance est la clef de l'existence », « la solidarité est la tendresse du peuple », « le début est difficile mais l'histoire m'enseigne que rien n'est impossible ».

Autre personnalité importante de ce voyage Nina, sage-femme qui assure le suivi des grossesses, de la contraception et des accouchements, ou la ministre des affaires sociales, Suelma Beruk qui souhaite développer l'émancipation des femmes de son pays pour qu'elles puissent occuper tous les postes pour combattre le machisme. Les femmes souffrent encore d'un déficit économique vis à vis des hommes, parfois elles doivent abandonner leurs études pour s'occuper de leurs parents âgés. Si cette solidarité familiale est considérée comme fondamentale, des formations et des conférences sont développées en fonction des moyens disponibles.

Je pourrai parler de la démocratie mais ce sera pour une autre fois.

Béatrice Rougy

50 ans déjà que le journal *l'Humanité* est aux côtés des sahraouis dans leur lutte pour la liberté

Le combat de Claude Mangin-Asfari dans son combat pour voir son mari prisonnier politique sahraoui, alors que depuis 10 ans le Maroc lui refuse son droit de visite, la dénonciation de la situation des prisonniers politiques sahraouis, la mise en évidence du pillage des ressources naturelles, les recours devant la Cour de Justice de l'Union Européenne, ... en passant par les initiatives de la communauté sahraouie en France et des associations de solidarité, *l'Humanité* rend régulièrement compte de la lutte des Sahraouis et du Front Polisario pour leur droit à l'indépendance.

« Les territoires occupés du Sahara occidental sont difficiles d'accès aux journalistes voire interdits à tous ceux soupçonnés de proximité avec le Front Polisario. Mais les campements sahraouis installés en Algérie sont ouverts à tous les reportages. Ainsi le journal *l'Humanité*, rend compte de cette actualité et y dépêche ses journalistes.

Pour mémoire, dans les numéros les plus récents du quotidien : 22 octobre 2021, titre à la une, signé de Rosa Moussaoui, « Sahara occidental, avec les combattants de la liberté », 30 septembre 2023, « La justice européenne retoque le Maroc et l'UE », 9-18 septembre 2024, « Comment expliquer le soutien d'Emmanuel Macron à Rabat », 28 octobre 2024, à la une, « Paris-Rabat, l'allégeance coupable ».

Ce soutien n'est pas sans conséquences pour le journal : procès intenté par le Makhzen contre le journal, ciblage de Rosa Moussaoui par le logiciel espionnage Pegasus.

Rappels aussi que chaque année, ou presque, la lutte des Sahraouis est également présente dans les débats de la Fête de l'Humanité.

Fabienne Rebérioux



Tout dernièrement, Benjamin König, de retour d'une mission de 10 jours dans les campements, a pu rencontrer Brahim MOKTAR, ambassadeur de la République Arabe Sahraouie pour l'Asie. Dans un long entretien (*l'Humanité* du 20 février 2025 - extraits), celui-ci, analyse la récente prise de position de l'État français : «... la France a toujours eu, quel que soit le gouvernement, une position favorable au Maroc. Mais n'avait jusque-là pas reconnu la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental mais était intervenue militairement avec les avions Jaguar en 1977. (...)

Je pense que la France officielle traverse une situation très difficile au niveau de l'Afrique, avec ce qui se passe au Sahel, le départ des forces françaises de plusieurs pays. La France se retrouve isolée ; il lui est nécessaire d'avoir un pied solide sur le continent. Ce n'est pas possible en Algérie (...) donc il ne restait que le Maroc - qui a des exigences.

L'autre versant, ce sont les intérêts économiques des entreprises françaises. Le Maroc a ouvert les portes pour les investissements, y compris au Sahara occidental, en violation des accords européens. Je réaffirme toutefois que ce n'est pas nouveau, ni une surprise : la France officielle a toujours été contre nous, contre notre indépendance, notre droit à l'autodétermination.

La France a toujours bloqué toute résolution favorable aux Sahraouis au niveau du Conseil de Sécurité de l'ONU. Cela n'empêchera pas le peuple sahraoui de continuer sa lutte de libération.(...) »

Gonfreville l'Orcher, ville jumelée avec la daïra de Jréfia, y dépêche ce mois de mars son élu aux relations internationales, Martial Ott, pour remettre aux habitants une collecte solidaire en appui aux dégâts provoqués par les récentes inondations.

Nouvelles des missions



Une équipe de 4 infirmières d'ERM est en mission du 15 au 28 février dans les campements.

Les objectifs de cette mission : encadrer, renforcer le niveau des élèves de 3^e année au niveau des pratiques et de la théorie. Ces élèves de troisième année terminent leur cursus de 3 années d'études en mai 2025.

Leçons de vie sahraouies

Venir dans les camps d'Aoussert, Smara constituait pour moi, un acte politique à triple titre :

Assurer les Sahraouis de la solidarité de la société civile française, éprise des valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité, attachée à la justice et au respect du droit international.

Contester les prétentions des autorités marocaines et leur politique d'occupation, de colonisation et de nettoyage ethnique au Sahara occidental.

Montrer que le peuple français ne cautionne pas la politique de la « France officielle », ces lâches politiciens complices, vendus aux intérêts économiques et financiers.

L'organisation

Un camp de réfugiés n'est pas le Club Med et suppose d'évidentes contraintes quotidiennes pour celles et ceux qui y vivent.

Mais ce n'est pas le chaos, dans la mesure où la société sahraouie est organisée : un État représenté à tous les échelons (local, régional, central), des institutions culturelles, éducatives, sanitaires, sociales qui fonctionnent, et même... des jardins familiaux, un élevage de poissons et un festival international du film !

L'État existe, l'organisation sociale aussi, ne reste donc qu'à retrouver ce territoire du Sahara occidental...

La place centrale de la femme

Dans la société sahraouie, si l'homme combattant figure la tranchée qui résiste à l'envahisseur, la femme sahraouie en

constitue le pilier interne. Omniprésente, elle organise la vie dans les camps, gère les services publics, dirige les associations. Pour preuve : parmi les nombreux représentants d'institutions rencontrés, la plupart étaient des femmes ! Et elles ne sont jamais bien loin du front non plus, comme cette démineuse professionnelle venue témoigner de son métier pour le moins dangereux...

La protection des plus faibles

Dans la culture sahraouie, les plus faibles ne sont jamais laissés de côté, l'ensemble de la société les prend en charge et les protège. C'est particulièrement le cas des plus jeunes, considérés comme l'avenir du peuple. Nous avons pu le voir au Centre spécialisé Castro, qui s'efforce de donner les clés de l'éducation, de l'intégration et de l'autonomie aux enfants atteints de troubles cognitifs.

La volonté nationale, ciment du peuple

L'occupation, la division par le « mur de la honte », la colonisation, l'enfermement des prisonniers politiques, les attaques de drones meurtriers, la spoliation des ressources naturelles, l'effacement culturel, la complicité criminelle des puissants (Etats-Unis, France, Espagne) : malgré tout cela, le Royaume marocain n'a pas fait plier le peuple sahraoui.

Celui-ci a toujours la volonté, inébranlable, de conquérir son indépendance nationale, retrouver sa terre et ses racines, persuadé qu'il pourra un jour, telle la militante Aminatou Haider, « *le regard franc et la tête haute* », rentrer chez lui, au Sahara occidental.

Sylvain Thialon

Je suis partie pour les campements de réfugiés sahraouis en Algérie pour comprendre la lutte d'une amie – pour découvrir sa vie, sa bataille.

Dans ma vie, j'ai pu connaître la guerre au Tchad, l'Afrique subsaharienne, la pauvreté et la violence dans plusieurs sociétés, mais je ne connaissais par les camps de réfugiés.

Comment vivre dans un endroit qui n'est pas chez soi et que ton « chez toi » n'est plus disponible pour toi ?

Je suis allée pour comprendre – mais j'ai fini avec beaucoup de questions – que j'ai bien pu poser !

J'ai découvert un peuple qui lutte pour son identité et son maintien. Les aînées qui connaissaient d'autres vies que les camps et qui ont combattu pour leur pays ne veulent pas laisser la flamme disparaître – en respect pour ceux qui sont tombés pour la lutte.

Mais les jeunes partent pour avoir une autre vie – une éducation – un travail – afin de payer un meilleur logement pour la famille dans les camps – construire un logement en dur sur une terre qui ne serait jamais la leur. Une vie « bédouine » sédentaire.

J'ai vu la manifestation à la mairie qui me ramenait à mon enfance – les chants et les drapeaux qui parta-

geaient un message d'espoir et de bataille – de croisade pour laquelle il ne faut pas oublier. J'ai vu un peuple solidaire – gentil – emprisonné mais libre. Ou peut-être, c'était les femmes que j'ai vu « libres » mais emprisonnées.

J'ai trouvé un peuple magnifique, ouvert, partageant leur vie avec les étrangers, qui n'avait pas besoin de cacher quoi que ce soit ; une société qui présentait ses enfants et la beauté de la jeunesse en toute liberté – les jeunes filles faisaient même du vélo !

J'ai entendu les mots de la maire, de la gouverneure, de la ministre. L'idéal pour assurer un gouvernement d'intérim en attendant le retour chez eux.

J'ai aussi entendu le Premier Ministre et les mots qu'il a eu pour mon président et mon peuple (américain) ne demandant pas l'aide, mais la justice – le respect des lois internationales pour aider à sortir de ce « conflit ».

J'ai compris que, si le changement doit se faire – c'est à nous de changer et de faire changer. *The fight must go on*. Il ne faut pas oublier.

C'était une traversée de désert et un beau voyage.

Beverly Ott

Rencontres

Une mission dans les campements, c'est toujours l'occasion de belles rencontres. Avec des femmes et des hommes qui savent mettre en valeur leur engagement bien souvent au service de tous.

Rencontre avec Zuennuha CHEJALI, démineuse !



Elle est mère de trois enfants.. Elle a été formée au déminage par la SMACO (Sahrawi Mine Action Coordination Office) en 2017 et envoyée dès 2018 en mission dans la zone libérée du Sahara occidental.

Au moment de partir pour sa première mission, elle a un bébé et doit convaincre sa famille d'accepter son absence et les risques.

Elle a participé au déminage de 6 champs de mines. Une équipe est composée de 10 personnes avec des rotations d'équipes toutes les 4 semaines. Sur une équipe de 10 personnes il y a toujours 3-4 femmes.

« Je me suis formée dans ce domaine car ce qui m'a poussé, c'est que c'est mon devoir national. C'est pour montrer à ma population que l'on peut nettoyer notre terre des dangers. Mon père a été victime d'une mine, blessé dans les années 85, il a été amputé de la jambe. »

C'est l'armée sahraouie qui trouve les zones minées, et les délimite avec des panneaux. Une fois localisé, les informations sont transférées à la Smaco qui collabore ensuite avec les ONG étrangères. Ces ONG étrangères sont aidées financièrement par la Minurso (l'ONU).

La SMACO et les démineurs dépendent des ONG pour le matériel, le financement de la mission et les assurances en cas d'accidents.

Lors de la dernière mission de Zuennuha, l'ONG a mis fin aux contrats et s'est retirée sans explications.

Zuennuha est retournée chez elle, mais elle pensait toujours à ces mines laissées sur le terrain qui vont faire des victimes.

Avec 6 femmes démineurs elles ont commencé un travail de sensibilisation auprès des enfants dans les écoles, auprès des familles qui se déplacent en territoire libéré, et sur facebook.

On estime qu'il y a environ 7-10 millions de mines antipersonnelles et antichars au Sahara Occidental. Depuis le cessez-le-feu de 1991, le Maroc a toujours refusé de transmettre à l'ONU sa carte des mines implantées.

Certaines mines retirées par la SMACO sont fabriquées en 2001 et attestent d'une continuité dans la contamination du territoire même après le cessez-le-feu.

La SMACO a été créée en 2013. 50 femmes ont été formées au déminage depuis la création.

Elles font des déplacements jusqu'à 700 km vers les zones minées et où la guerre est de nouveau active.

Les opérations de déminage ont permis de neutraliser 50 000 mines et engins explosifs. Les mines ont fait 6 000 victimes sahraouies.

Elli Lörz et Leïla Bounebache

Une avocate nancéenne, fidèle des campements sahraouis

Brigitte Jeannot, avocate à Nancy, a rencontré Sid Ahmed Mohamed Saïd, agronome et a admiré ce « miracle » maraîcher qu'est l'aquaponie ! Dès son retour, la journaliste de l'Est Républicain, Lyslane Ganousse l'a interrogée !

Depuis 2019, un ingénieur agronome sahraoui, Sidahmed Mohamed Saïd, aidé par des ONG danoise puis américaine, utilise la technique de l'aquaponie pour produire une culture vivrière sous serre (choux, menthe, persil cultivés sur des graviers) en lien avec un élevage de poissons. Dans un environnement où l'eau est rare et salée, cette technique permet de garder l'eau en circuit fermé en créant un cercle vertueux : les déchets des poissons sont utilisés comme fertilisants des cultures qui purifient l'eau pour retourner ensuite aux poissons.

Brigitte Jeannot

Extraits du journal de l'Est Républicain du 1^{er} mars 2025 : « Répondant à l'invitation de l'AARASD, l'avocate s'est rendue huit jours sur place, en mission dans le désert.../... Dans des situations de précarité qui ne se sont pas améliorées du fait de la baisse de l'aide internationale dont ils sont tributaires.../... On a même pu visiter une ferme d'aquaponie.../... Pour faire contrepoint à la politique française sur le sujet où l'on voit Rachida Dati se positionner en faveur du Maroc et contre la légalité internationale ».

Lyslane Ganousse

Les phrases marquantes

Yahia Bouhoubeyni, président du Croissant Rouge Sahraoui :

« Le programme d'aide alimentaire des Nations Unies commence en 86. Le programme du HCR commence en 94. On n'a pas attendu leur arrivée. Le Croissant Rouge Sahraoui est créé 25 jours après l'invasion, le 26 novembre 1975. » « Notre force c'est la tolérance. Le Maroc a peur de notre modèle de tolérance. Il a refusé le plan Baker 2. Le Polisario a accepté ce plan malgré le vote des marocains. Le Maroc a fait quoi ? Il a apporté la pauvreté, le chômage. » « Depuis novembre 2024 on a été forcé de réduire de 30% le panier alimentaire de base par manque de financement. »

Buyema Abdelfatan, directeur du Centre Castro : « Il faut avoir conscience qu'on vit au crochet de l'aide humanitaire ».

Jamila, à l'école spécialisée pour les personnes en situation de handicap d'Aousserd : « Chez les Sahraouis les plus faibles sont toujours pris en charge par tout le monde ».

Élues à la wilaya de Smara : « Nous avons besoin de tout matériellement. La seule aide dont on n'a pas besoin c'est la détermination. » « Le plus dur c'est quand un concitoyen vient parler d'une difficulté qu'il rencontre et à laquelle on ne peut pas répondre ».

Suelma Beiruk, ministre des Affaires sociales et de la femme : « De l'Époque du nomadisme à aujourd'hui la femme a progressé. L'initiative revient à la femme, là où elle veut être on ne peut l'empêcher. Il faut que la femme ait confiance en elle-même, nous voulons qu'elle sorte de sa coquille. Rien ne l'empêche d'accéder à tous les postes, c'est dans la Constitution. Nous sommes là pour lui donner confiance, pour qu'elle avance. (...) Nous sommes comme toutes les sociétés. »

Elli Lörz et Leïla Bounebache

Voyage plein d'émotions

Depuis 2021, chaque été, nous accueillons 2 enfants sahraouis. Nous imaginions la vie difficile de ces familles dans les campements.

Aussi, nous avons décidé de participer au voyage organisé par l'AARASD dans les campements de réfugiés sahraouis afin de mieux connaître ce peuple.

Le groupe des participants était assez hétérogène mais les échanges ont été très riches. Chacun a apporté son expérience personnelle et nous avons rencontré de très belles personnes. Nous étions logés à la waliya d'Assouerd.

Notre séjour nous a permis d'avoir une meilleure compréhension des conditions de vie des réfugiés et une meilleure connaissance du peuple Sahraoui.

Nous remercions Leïla et Camille pour tout leur investissement dans l'organisation du voyage et les interprètes qui nous ont permis d'avoir de nombreux échanges avec les familles, les associations.

Dans les campements, les Sahraouis construisent leur république avec dignité, en essayant de garder l'espoir qu'un jour ils pourront retrouver leur territoire. Nous avons été touchés par le total investissement des femmes sahraouies pour améliorer le quotidien de la population, tout en gardant comme fil conducteur leur retour sur leur territoire.

Les enfants et les femmes chantent des chansons de la communauté qui expriment la liberté. Les yeux de ces enfants resteront toujours dans nos mémoires exprimant l'espoir d'un jour meilleur. Ce peuple doit se sentir isolé, seul face à ses conditions de vie difficiles même si de nombreuses ONG interviennent. C'est en partageant leur implication qu'on peut les soutenir moralement.

Devant la détermination du peuple Sahraoui, nous sommes revenus en France avec l'envie de les aider en informant la population française de leur existence et leur cause noble.



Nous continuerons à accueillir les enfants sahraouis avec une meilleure compréhension de leur quotidien.

Le peuple Sahraoui a des droits. Ils doivent récupérer leur territoire. Merci à tous : Pour ce voyage inoubliable et plein d'humanité, de nous avoir permis de prendre connaissance de la vérité de l'histoire des sahraouis et de nous avoir transmis l'énergie de réagir face à cette répression du peuple Sahraoui.

Frédérique et Jean-Pierre Bourguin

Nouvelle mission

Il existe un lien presque historique entre la ville du Mans et la daïra d'Haouza : un jumelage signé en 1982 et que l'AARASD72 essaie de faire perdurer.

Une nouvelle mission partira du Mans le 1^{er} avril avec un double objectif : d'une part aller à la rencontre du peuple sahraoui et faire découvrir leurs institutions et d'autre part organiser des activités périscolaires dans une école d'Haouza. Nous en rendrons compte dans un prochain Sahara-Info.

Nadine Coquillard

SITES

www.association-des-amis-de-la-rasd.org
et www.sahara-info.org

www.ecrirepourlesliberer.com

Facebook : Amis de la République Sahraouie



Sahara Info / Hors Série n°199 - Mars 2025

Directrice de publication : Régine Villemont

Rédaction : Leïla Bounebache, Frédérique et Jean-Pierre Bourguin, Nadine Coquillard, Lysiane Ganousse, Brigitte Jeannot, Benjamin König, Elli Lorz, Beverly Ott, Patrick Piro, Fabienne Réberieux, Béatrice Rougy, Sylvain Thialon

Photos : Leïla Bounebache, Colette Blais, Elli Lorz, Patrick Piro

Mise en page : Mélyny Fourmy

Imprimeur : Imprimerie de Pontlieue - Le Mans (72).

Pour tout contact et soutien aux Sahraouis :

Association des Amis de la RASD/France
bur.aarasd@wanadoo.fr

Pour trouver infos presse sur la Marche :
<https://linktr.ee/marchepourlaliberte2025>

AARASD : BULLETIN D'ABONNEMENT 2025 À SAHARA INFO

Abonnement 25 €

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville : Tél. :

E-mail :

Je renouvelle mon abonnement

Je m'abonne pour la 1^{ère} fois

Je désire recevoir SAHARA INFO : par courrier Postal par internet dématérialisé

MODE DE PAIEMENT :

● Par chèque à l'ordre de l'Association des Amis de la RASD : À envoyer à Association des Amis de la RASD chez Mme Chantal Hermange, 77 rue des Orchidées, 72000 Le Mans

● Par virement bancaire sur le compte de l'Association des Amis de la RASD avec la mention : Abonnement. IBAN : FR76 1548 9048 1700 0225 0494 046 - BIC : CMCIFR2A

Date et signature

ADHÉSION ET DONS

Demander le document par mail :
bur.aarasd@wanadoo.fr